

# Sommet de Saint Malo

## Transcription du discours de clôture de M. Jean-Yves Le Drian, Président de la Région Bretagne

Jeudi 30 octobre après-midi

Mesdames et Messieurs,

Au terme de ce Sommet, je voudrais tout d'abord remercier les orateurs, tant en séance plénière qu'en sessions thématiques, pour la qualité de leurs interventions. Je souhaite également remercier Christine Oberdorff, notre animatrice, qui a permis à ces rencontres d'acquiescer tout l'allant possible.

Je voudrais également remercier, Christian Guyonvarc'h, Vice-Président du Conseil régional qui a été un acteur essentiel de la mise en œuvre de ce Sommet. J'associe à ces remerciements l'équipe technique de la CRPM et du Conseil Régional, Renaud Layadi en particulier, qui a coordonné cet événement avec passion et autour de lui tous mes collaborateurs.

Lorsque nous avons lancé à Montréal voici trois ans l'idée d'un tel sommet, nous étions à une dizaine dans une petite salle. Nous cherchions alors un moyen de mobiliser les régions et je me souviens avoir levé le doigt un peu timidement en disant « *on peut peut-être organiser cela en Bretagne, à Saint-Malo* ». Il y avait en effet un précédent puisque c'est dans cette ville, en 1973, qu'une petite poignée de régions a décidé de fonder la CRPM pour peser sur les choix d'une Europe qui rassemblait alors 9 pays. Cette poignée de régions est aujourd'hui devenue une organisation de 160 gouvernements régionaux que préside Claudio Martini.

J'ignore encore si nous venons de vivre un moment historique comme je l'ai entendu dire. Néanmoins le fait que 100 régions du monde provenant de 60 pays décident de travailler à la question du changement climatique est un acte politique fort. Les représentants de l'ONU et de la Commission Européenne, par leurs encouragements, ne s'y sont pas trompés. Et comme l'a souligné Paul Vergès, il y a urgence à associer les régions à la question du changement climatique.

Je vais me risquer à parodier Georges Clémenceau qui soulignait que la « *guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée aux militaires* » en disant que la question du



changement climatique ne doit être confiée uniquement aux seuls Etats. Le monde est maintenant conscient que la question du réchauffement global est devenue une urgence vitale qui doit intégrer tous les niveaux de gouvernance. Oui, les Etats doivent impérativement se mettre d'accord afin que le paquet énergie-climat européen puisse aboutir, que les conférences de Poznan et de Copenhague soient des succès. Mais sans les régions l'action des Etats ne peut être efficace et les deux niveaux de gouvernance doivent collaborer étroitement. Notre sommet est la première manifestation de cette nouvelle donne. Ce n'est peut être pas un moment historique mais un acte politique important.

Il me semble que se forme, au gré de nos rencontres, une culture commune, un humus alimenté par le partage d'expériences. Voici encore 3 ou 4 ans la question du changement climatique n'était pas abordée, aujourd'hui c'est une préoccupation partagée, une inquiétude générale qui irrigue les options des responsables politiques et au-delà de nous, l'opinion. Nous sommes d'autant plus des vecteurs de cette culture de la lutte contre le changement climatique que nous représentons les uns et les autres nos territoires ; et c'est en leur sein que se crée l'opinion.

Je voulais également faire observer que nous sommes désormais dans une relation Nord / Sud fonctionnant selon des modalités totalement différentes de celles que nous avons connues jusqu'à présent. Si les pays du Nord sont sans doute plus responsables du changement climatique, s'ils ont plus de moyens, ils n'ont toutefois pas la maîtrise de son aggravation. Nous sommes dans la perspective d'un déclin généralisé si nous ne réagissons pas les uns *comme* les autres ; les uns *avec* les autres. C'est sur cette base que nous devons créer un nouveau type de rapport avec les pays du Sud en étant vigilant à ce que ces nouveaux termes de dialogue international ne créent pas de nouvelles inégalités Sud / Sud.

Désormais se pose la question de la suite de nos travaux. Nous sommes au début d'un processus. Quelques lignes directrices s'imposent toutefois.

Approfondir le processus que nous venons d'initier. Nous avons confié la présidence de notre action à l'Etat de São Paulo et à la Région Bretagne qui sera représentée par Christian Guyonvarc'h. Notre prochain rendez-vous est fixé à avril 2010 à Montevideo et d'ici là nous devons assurer l'efficacité de nos actions et que notre boîte à outils d'expériences régionales se transforme en banque de données opératoire. 33 expériences régionales viennent d'être exposées en sessions thématiques, elles ne représentent qu'une fraction des réalisations régionales ; nous devons mieux partager cette richesse et cette créativité.

Etre les initiateurs de la mobilisation des technologies nouvelles contre le changement climatique. Nous devons aider à la circulation des informations, des techniques et des technologies. Notre réseau peut fournir une base appréciable de données.

Echanger et diffuser nos méthodologies. Les actions à entreprendre risquent d'entraîner des réactions, qu'elles marquent les oppositions ou l'appui des populations. Nous avons, de ce point de vue, tout à apprendre car la question de la réponse au changement climatique, comme nous le montre l'exemple de la Réunion, est le produit d'une prise de conscience sociale.

Etre novateurs enfin. Comme vous, je me réjouis de l'accord signé avec les agences des Nations Unies qui est sans précédent puisque c'est la première fois que l'ONU signe avec un ensemble de régions au niveau mondial et sur un objectif précis. A cet égard, nous devons être extrêmement vigilants sur la mise en œuvre de l'ensemble du processus, notamment sur la conduite des plans territoriaux climat et que nous puissions apporter

notre ingénierie ou au moins les acquis de l'expertise que nous avons progressivement accumulée ensemble.

A cet égard, je souhaiterais aborder la question financière qu'elle soit d'origine publique ou privée, non pas parce que nous allons apporter des financements complémentaires mais parce qu'elle nous concerne très directement, nous régions, en tant qu'opérateurs de la lutte contre le changement climatique. Nous avons bien compris qu'il y avait un nouveau paquet financier, encore insoupçonné voici quelques années, et qu'il était en cours de structuration. Nous devons acquérir nous-mêmes cette capacité d'ingénierie financière pour informer les régions du Nord et du Sud des possibilités qui sont ouvertes.

Le réchauffement climatique nous impose une forme de révolution profonde et rapide si nous voulons échapper à ses funestes conséquences ; fragmentation sociale, économique, balkanisation, repli sur soi, conflit... Faute d'un sursaut nous devons nous attendre à des guerres pour l'eau comme nous avons des guerres pour l'accès au pétrole. On imagine aussi les conséquences des migrations des réfugiés climatiques.

Mais comme le rappelait Nicolas Hulot, il y a aussi des risques positifs. Notamment celui de comprendre nos limites et que les choix que nous ferons nous encourageront à imaginer de nouvelles solidarités, de nouvelles relations à l'Autre, que cet Autre soient des Régions, des territoires. Et finalement que la crise climatique que nous entrevoyons nous amène à imaginer de nouvelles modalités d'action pour ce que nous défendons, c'est-à-dire le bien-être ensemble sur cette planète.

Merci d'avoir participé à ce premier Sommet des Régions du Monde pour la lutte contre le changement climatique et rendez-vous dans deux ans en Uruguay.